

Habitants, parents, grands-parents, jeunes,

Les parents d'élèves des lycées de notre ville s'adressent à vous suite aux graves incidents qui se sont déroulés le 7 mars dans les lycées Bartholdi, Éluard et Suger.

Sur les événements du 7 mars : les médias ont titré sur des bandes semant la terreur dans la ville, le lycée Suger « vandalisé », une « émeute urbaine ». C'est inexact, complètement exagéré et monté en épingle pour créer le « Buzz ». Effectivement, des individus se sont livrés à des violences et des intimidations dans plusieurs établissements de Saint-Denis, notamment au lycée Suger (aucun dégât à Paul-Éluard et Bartholdi ; des poubelles brûlées, des vitres cassées, des départs de feu et un gros pétard-mortier à Suger), et à des dégradations en centre-ville, notamment à GO Sports.

Bien sûr nous condamnons ces actes irresponsables. Ces violences n'apportent rien et coûtent à la société, même si nous comprenons la colère qui anime les jeunes choqués par les pratiques policières à l'égard de Théo, elles sont injustifiables. Mais elles n'ont aucun rapport avec l'image apocalyptique qui en a été donnée dans certains grands médias.

Par contre, ce qui s'est passé au Lycée Suger est d'une autre nature

Le 7 mars, suite aux désordres occasionnés au moment de la pause de 10 h et à une gestion défailante des événements, 900 élèves du lycée Suger ont été tous évacués des locaux alors que les forces de police quadrillaient ses abords. Des frictions étaient inévitables. La police a arrêté massivement, à l'aveugle, 55 élèves. Ils ont été placés en garde à vue, comme des criminels, pour 24 puis 48 heures. Seule, l'intervention des parents et des élus de la ville a permis que la grande majorité soit relâchée au bout de 32 à 38 heures.

Nous condamnons les agissements des forces de police qui ne se sont pas comportées de façon exemplaire à l'égard d'adolescents et ont fait un usage disproportionné de la force : mineurs menottés sur l'espace public, usage de gaz lacrymogène, de flashballs et de tasers, effacement de vidéo sur les portables, destruction de portables, violences physiques, insultes à l'égard des jeunes filles traitées de « sales putes », menaces, humiliations à caractère racistes et sociales, etc... et arrestations « musclées » à domicile pour certains. Les conditions des gardes à vues ont été aussi scandaleuses : entassement des élèves dans les cellules, certains avec des majeurs, impossibilité de communiquer avec leurs parents, vexations, humiliations, non-respect des procédures à l'égard de mineurs...

Il y avait manifestement une volonté de frapper les esprits et d'en découdre, face à un public fragile.

Ces violences ont choqué les élèves eux-mêmes, leurs parents et proches, les citoyens informés. En l'occurrence, la police (et le procureur de la République qui a prolongé les gardes à vue) portent la lourde responsabilité d'avoir gravement traumatisé ces jeunes et leurs parents et d'avoir alourdi le contentieux entre la police et la jeunesse.

Les événements ont provoqué les réactions outrées de divers politiciens de l'extrême droite à la ministre de l'éducation en passant par la présidente du conseil régional qui, toutes, ont réclamé une répression « exemplaire ». La ministre de l'Éducation elle-même, soudain transformée en ministre de l'Intérieur a demandé aux autorités de « sévir » à l'égard des élèves. Les jeunes de Saint-Denis et leurs parents n'ont-ils pas droit au respect « de base » du à n'importe quel citoyen de ce pays ?

Nous demandons quant à nous, outre le droit commun (la police doit d'abord protéger et non violenter) que soit pris en compte d'une part le fait qu'il s'agit d'adolescents, c'est à dire d'adultes en formation, et que nous nous avons tous à les accompagner, et d'autre part le contexte particulier de l'affaire Théo, entre autres.

Nos enfants ont besoin d'enseignants et d'éducateurs, pas de policiers violents.

Nous ne laisserons pas passer la catastrophe des violences et demandons des comptes aux autorités pour que cela ne se reproduise plus. Nous exigeons les moyens d'un fonctionnement normal de l'Éducation nationale. Et un accès sécurisé aux établissements scolaires.

Nous demandons des comptes aux autorités

Malgré toutes les alertes depuis le début de l'année après l'agression d'un surveillant, et encore la veille du 7 mars, aucune mesure sérieuse n'a été prise pour renforcer les équipes et mieux gérer l'accès à l'établissement. Il y eu défaillance dans la gestion des élèves au moment des faits, par l'Éducation nationale. En dehors d'un poste et demi de surveillant obtenu après quinze jours d'actions, aucune vraie réponse n'a été apportée à nos sollicitations. Les alertes posées auprès de la justice et des autorités policières lors du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance n'ont pas été entendues. Celles intervenues la veille même des événements n'ont entraîné que la présence massive de la police dans le seul but de réprimer. Nous nous interrogeons sur le but de ces comportements.

Car nous savons bien que l'origine des violences vient de plus loin, de la façon dont nombre de jeunes se sentent (mal)traités aussi bien par l'institution éducation nationale que par la police et la justice. Et des échecs de l'Éducation nationale dans ses résultats.

Ce n'est pas un hasard si c'est dans le quartier du Franc-Moisin qu'à la rentrée 2014 il manquait 10 enseignants pour les classes des écoles du quartier, sur les 20 qui manquaient à Saint-Denis, une situation unique en France !

Ce n'est pas un hasard si les différentes réformes intervenues dans le secondaire et les réductions successives de dotations horaires d'enseignement, se traduisent toutes par une réduction progressive depuis vingt ans du nombre d'adultes éducateurs par rapport au nombre d'élèves dans les établissements de la ville.

L'Éducation nationale a un devoir de moyens et d'objectifs ambitieux pour nos enfants autant que pour ceux de Paris. Nous lui demandons des comptes.

La police et la justice ont d'abord un devoir de protection à l'égard de nos enfants, nous leur demandons des comptes.

Nous mènerons, dans les prochains jours, les actions adaptées pour faire valoir nos droits, **le droit à la sécurité et à l'éducation pour nos enfants**. Et nous nous associerons à toutes les initiatives qui iront dans ce sens.

- Saint-Denis le 15 mars 2017

Première initiative.

Nos enfants ont besoin d'enseignants et d'éducateurs, pas de policiers violents.

Mercredi 22 mars

Pour les moyens d'un fonctionnement normal de l'Éducation nationale à Saint-Denis
Contre les violences, y compris policières,
pour les moyens d'un climat serein dans les lycées et collèges

RASSEMBLEMENT

à partir de 18 h Place du 8 mai 1945